

Le 3 juin 1969, l'honorable ministre des Finances, en présentant son mini-budget, a proposé aussi, comme en fait foi la page 9413 du *hansard*, que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement. Inutile de dire que le Ralliement créditiste est incapable de souscrire à une telle proposition, car il est en désaccord complet avec le gouvernement et l'honorable ministre des Finances au sujet de la politique budgétaire générale du gouvernement.

Pour faire face à la hausse croissante du coût de la vie, qui atteint particulièrement les petits contribuables, le Ralliement créditiste s'attendait que le gouvernement, s'il entendait gouverner dans l'intérêt du peuple, annonce un baisse de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, la disparition de la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, la disparition définitive de la surtaxe de 3 p. 100 promise, des allègements fiscaux en vue de promouvoir l'expansion économique et des mesures en vue de faire baisser le taux de l'intérêt.

● (5.50 p.m.)

Au contraire, on nous propose le prolongement de l'application de la surtaxe de 3 p. 100, le maintien de la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, la remise à deux ans des allocations en coût de capital pour les immeubles commerciaux construits d'ici la fin de 1970, en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta, et des modifications tarifaires qui vont nuire à nos industries et aggraver le chômage.

Monsieur l'Orateur, comment peut-on lutter contre l'inflation si le gouvernement ne prend pas les mesures susceptibles de faire baisser le taux d'intérêt catastrophique qui fait monter les prix tous les jours et ne réussit qu'à enrichir les trusts au détriment des petits emprunteurs?

Les profits des banques augmentent tous les jours. Au fait, au cours des premiers six mois de l'année 1969, d'après les rapports officiels des banques, la Banque Impériale de Commerce a affiché un profit net de 34.5 p. 100 et la Banque Royale du Canada, 14.1 p. 100.

Monsieur l'Orateur, je crois que ce sont là de bonnes affaires.

La Banque Canadienne Nationale a réalisé un profit de 7.5 p. 100, la Banque de Nouvelle-Écosse, environ 8 millions de dollars, la Banque de Montréal, 63c. l'action, au regard de 27c. en 1968, et la Banque Provinciale affichait un profit de 29.1 p. 100.

Nous voyons donc clairement que les sommes d'argent que le gouvernement dépense, celles qui sont dépensées par les ministères, créées par la Banque du Canada et avancées aux ministères par la Banque du Canada, sont prêtées au gouvernement pour ensuite

être remboursées par les impôts directs sur le revenu des particuliers et des sociétés.

Or, comme il est reconnu qu'il n'existe pas un seul dollar en circulation, pas un dollar de crédit qui n'ait été mis en circulation par une banque, au moyen d'un prêt bancaire qui doit être remboursé, il est clair que toutes les sommes d'argent en circulation, même les taxes et les impôts, appartiennent aux banques et doivent finalement y retourner.

Monsieur l'Orateur, il est impossible, quelle que soit la volonté du gouvernement et celle de l'honorable ministre des Finances, d'équilibrer un budget dans de telles circonstances, à moins de démontrer que le pouvoir d'achat qui reste entre les mains des contribuables n'est que le solde de prêts bancaires non encore rappelés, soit une dette envers le système bancaire ou les surplus provenant des exportations.

Il est donc évident que l'équilibre d'un budget, dans de telles circonstances, ne peut être que l'admission que toutes les richesses nationales appartiennent au système bancaire et que celui-ci contrôle entièrement le sang de l'organisme économique dans l'économie actuelle.

Tant que le gouvernement sera incapable de se défaire de l'emprise du système bancaire, comment voulez-vous administrer? Tant qu'il sera obligé d'emprunter d'un plus fort que lui, comment voulez-vous aider le pauvre, malgré les bonnes idées, malgré le fait que l'honorable ministre et les collègues qui le conseillent pourraient suggérer beaucoup de très bonnes idées pour aider le pauvre. Le gouvernement nagera toujours dans les ténèbres s'il est obligé de faire affaire avec des gens qui sont myopes, c'est-à-dire qui n'ont pas d'yeux pour voir et pas de porte pour recevoir.

Mais pour sortir de cette noirceur, pour échapper à cette détresse, que le gouvernement étudie les propositions du Ralliement créditiste concernant l'utilisation de la Banque du Canada comme outil au service des Canadiens. Il pourra alors assurer une administration éclairée et les ministères—y compris l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale—auront alors trouvé la vérité dans la lumière, non dans la noirceur.

[Traduction]

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire, pour commencer, que j'ai trouvé un titre pour cet exposé budgétaire: «Les rebonds budgétaires de Ben Benson». L'inflation, comme une balle, rebondit sans cesse. Le ministre a beau dorer la pilule, le budget n'apporte pas grand-chose au Canadien moyen, sinon le maintien d'impôts élevés pour une période indéfinie. A

[M. Beaudoin.]